

LE GLISSEMENT DES OBLIGATIONS ISLAMIQUES * VERS LE PHÉNOMÈNE ASSOCIATIF A CASABLANCA

A partir d'une enquête de sociologie religieuse du type européocentriste établie par Gabriel Le Bras nous avons essayé de vérifier si les cinq pratiques religieuses canoniquement obligatoires étaient assumées, en commençant par la prière et l'aumône.

Pour cela nous avons divisé Casablanca en 14 secteurs auxquels nous avons ajouté 3 secteurs extérieurs. Ce n'était pas le découpage le plus efficace car les unités cartographiques chevauchent les quartiers, notamment ceux des Habous et du Maarif; cependant le plan de ville offrait la facilité de partir d'un ordonnancement (même s'il est arbitraire) dans la disproportion absolue qui caractérise Casablanca, ce plan et la photographie systématique nous ayant en effet permis de tourner la difficulté réelle suivante : si chaque quartier se situe bien dans une hiérarchie sociale comme nous le supposions, il n'y a pas adéquation absolue entre modèle d'habitat et stratification sociale. De plus nous pensions faire l'analyse du changement social dans le temps, puisqu'il existe la thèse d'A. Adam (1). Même si dans l'analyse de l'évolution des formes urbaines (réintégration et réinterprétation de lieux habités tels que les quartiers Gauthier et Maarif par exemple, ou du passage du bidonville aux constructions du CIH) il n'y a plus de trop grande différenciation entre le style marocain national et occidental. Il y a peu d'incohérence; contrairement à une première impression, il y a même une logique : l'efficacité capitaliste renforce le « *tbzani* » [le « Business »], expression locale de la lutte contre la pénurie. La seule originalité réside dans le style du quartier « Anfa supérieur » où voisinent avec des vaches et des bidonvilles, des villas somptueuses.

* *Farâ'id al-arkân al-khamsa.*

(1) ADAM (A.). *Casablanca. Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident.* C.N.R.S. - C.R.E.S.M. - Paris.

I. - LIEUX DE CULTE A CASABLANCA

Au niveau des lieux de culte nous avons constaté que l'ancienne *médina* est la ville la plus médiocre du Maroc, pourtant pourvu de *médina* magnifiques; par contre la nouvelle *médina* (quartier dit Habous) est une réussite coloniale parfaitement admise comme telle.

Le Maroc indépendant a lancé la construction de cinq grandes mosquées pouvant accueillir des milliers de personnes et sauf le projet de la grande mosquée « qui doit se voir de la mer », en cours de construction, aucune nouvelle réalisation n'a vu le jour depuis la description de A. Adam (2). Pourtant un certain nombre d'évidences nous sont apparues en quadrillant cette ville.

1 - La plus nette est l'*inégaie répartition des lieux* de culte : de zéro à trente par unité/quartier, compte tenu de 4 critères couplés : richesse/pauvreté et européen/marocain. Or ce qui nous a surpris c'est que les quartiers marocains riches et récents sont totalement démunis de lieux de culte. Par exemple le quartier Maarif a au moins deux mosquées tandis qu'Anfa (quartier marocain riche) n'en a aucune, à part celle construite à côté du Palais du Prince saoudien Fahd au bord de mer, pour la gestion de laquelle l'*imâm* touche dix fois le salaire de ses collègues, et qui a été offerte à la ville. Les résidents d'Anfa viennent d'ailleurs prier dans l'une des mosquées du Maarif (3).

De plus il semblerait aussi que la ville de Casablanca ne soit pas très bien pourvue en personnel cultuel comme on peut le voir dans le tableau (4) suivant qui compare deux cas :

Villes	Chargé des prières du vendredi	Imâm dirigeant la prière	Prêcheur	Muezzin	Lecteur du Coran	Total
Chauen.....	234	525	5	33	92	888
Casablanca.....	34	54	1	90	187	356

2 - Le deuxième point que l'enquête a révélé est la faible fréquentation des mosquées pour la prière, parallèlement à l'importance de la fréquentation

(2) Sauf le cas de mosquées « privées ». Ex. le 4/8/79, inauguration d'une mosquée, au quartier Belvédère (Ain Sebaa). *Maroc Soir*, 4-5/8/79.

(3) Le *naïr* de Casablanca, fonctionnaire du ministère des *Habous*, cherchait un terrain; à Anfa sur la colline, les gens refusent.... et le terrain vaut quelques milliards. Un autre terrain au bout de l'avenue Hassan II vaut également quelques milliards, etc. D'ailleurs les *Habous* ne rapportent plus... Les temps ont changé. Interviewé le *naïr* des *Habous* se plaint du coût élevé de la gestion : une grande mosquée coûte 2 500 DH par mois, une petite : 1 500 DH; un *imâm* est payé 300 DH, un lecteur de *hadith* (*faqîh*) : 200 à 250 DH et un muezzin : 150 DH.

(4) Tableau tiré du document publié par le Ministère des *Habous* : *al-Auqâf fî muwâkabat mastrat an-namâ*. [Les *waqf* en développement], 1398 H - 1978.

des *seyyid* (5). Nous tenons compte du fait que l'on peut faire sa prière ailleurs qu'à la mosquée, mais ceci est, après essai d'enquête, difficile à vérifier et inquantifiable; et aussi du fait que le musulman peut « rattraper » les prières non faites; certains interviewés disent le faire le vendredi et mieux encore le 27 du mois de Ramadhan (nuit du Destin). On reste cependant stupéfait devant la différence des chiffres recueillis par rapport à ceux qu'A. Adam donne: selon nos résultats, moins de 1% de la population (6) casablancaise fait la prière rituelle en mosquée. L'explication mathématique n'est cependant pas satisfaisante et la moyenne entre « clients » potentiels et habitués n'est absolument pas démonstrative.

3 - Le troisième fait est l'importance (relative bien sûr) du nombre des jeunes hommes adultes qui vont à la mosquée. Contrairement aux dires habituels, ce ne sont pas que des vieillards qui vont prier à la mosquée.

4 - La quatrième observation est la nette distinction entre les pratiques religieuses masculines et féminines. Par exemple, la fréquentation féminine des mosquées est inférieure à 10 % des présents et pratiquement aucune femme qui visite les sanctuaires ne va prier en mosquée, même dans les mosquées attenantes. Nous n'avons d'ailleurs pas pu vérifier si les hommes qui visitent les sanctuaires vont à la mosquée. Mais de plus la fréquentation des grands Santons est, aussi, restrictive à l'égard des femmes (ex. pour Moulay Idris, à Fès, une fois par semaine!).

5 - Un transfert de l'importance des confréries, en baisse générale sauf la *Boudchichiya* sur laquelle nous reviendrons, au profit des associations religieuses.

6 - La confusion entre les pratiques traditionnelles et religieuses: circoncision, enterrements, etc., qui sont vécus comme des actes coraniques. Quant au Ramadhan, il a glissé de l'expérience ascétique vers la consommation sociale.

7 - Enfin, et ce n'est pas la plus mince affaire: l'existence de deux discours orthodoxes: celui du Roi et celui des *'Ulamâ*, d'accord sur l'exclusion des autres agents du champ religieux légitime mais non sur les fondements de cette légitimité et sur celle du pouvoir politique (7). Cependant l'alliance Roi/*'Ulamâ* vient d'être réalisée en 1980, comme cela s'est produit régulièrement dans l'histoire du Maroc.

1) DONNÉES CHIFFRÉES OFFICIELLES SUR CASABLANCA (7 bis).

Bien qu'il ne soit pas aisé d'obtenir des données chiffrées sur les activités religieuses au Maroc, il faut tout de même partir de chiffres globaux pour situer Casablanca dans l'ensemble marocain. Théoriquement les Marocains musul-

(5) Voir l'article de B. ETIENNE dans le présent ouvrage.

(6) Cf. chiffres *infra*.

(7) Voir l'article de M. TOZY dans le présent ouvrage.

(7 bis) [Cf. note documentaire de Ch. SOURIAU].

mans sont en totalité de rite malékite. La majorité des Marocains juifs vit à Casablanca où se regroupe aussi le plus grand nombre d'étrangers, supposés chrétiens puisque l'athéisme n'est pas reconnu.

Premier chiffre à signaler : celui des conversions à l'Islam : 241 en 1976, 238 en 1977, 170 en 1978 (8) et, dans l'ordre décroissant, de Français puis d'Allemands et de Belges, une dizaine d'Espagnols, les autres nationalités ne figurant qu'en dessous de la dizaine d'individus. Enfin on peut relever la conversion de trois israélites marocains par an. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des précisions à ce sujet, la plupart de ces conversions sont le fait de femmes ayant épousé des Marocains musulmans et ceci non seulement à des fins premières d'intégration mais surtout à cause des enfants : une étrangère non musulmane mariée à un Marocain musulman n'a en effet la possibilité de garder ses enfants, en cas de difficultés, que si elle devient musulmane (9).

Le pèlerinage fait lui aussi l'objet de statistiques globales : 15 360 pèlerins en 1976 et 22 674 en 1977 se sont rendus aux Lieux saints de l'Islam (avec la possibilité de changer l'équivalent de 3 000 à 4 000 DH).

Le ministère des *Habous* (= *awqâf*) est assez riche, de par son budget étatique, les biens immeubles et les terres qu'il possède. Il gère un patrimoine non négligeable et entretient, grâce à ses revenus divers, aussi bien des institutions de charité que des établissements de formation des cadres et d'enseignement, ainsi qu'une partie des lieux de culte. Il rétribue 620 imâms prêcheurs dont 79 itinérants, 300 résidents et 241 affectés à des mosquées.

Par ailleurs il a financé 600 stages de formation et possède 32 centres d'éducation religieuse, avec 88 professeurs, 11 gardiens et 981 élèves. Il faut ajouter à ces centres 7 établissements pilotes qui, avec 47 professeurs (et 7 gardiens) regroupent 657 élèves. Dans cet ensemble, Casablanca ne bénéficie que d'un centre au quartier Koréa, avec 7 professeurs et 162 élèves.

Le ministère gère également un certain nombre d'écoles coraniques pilotes : 31 avec 1 385 élèves, deux d'entre elles se trouvant à Casablanca au quartier Sidi Othman, avec 100 élèves (cf. annexe sur les écoles coraniques).

Le ministère des *Habous* gère 88 840 hectares de terres réparties en 195 850 lots et possède plus d'un million et demi d'hectares non exploités. La répartition géographique de ces terres est assez dispersée dans tout le Maroc avec un maximum de 15 000 hectares riches à Fès, Meknès et el-Qsar el Kebir, ainsi que 5 propriétés à Casablanca pour 12 hectares ; 23 000 hectares de ces terres sont loués à des prix symboliques et 61 000 hectares rapportent réellement. Par contre 20 685 lots représentant 1 688 385 hectares ne sont pas exploités. Le plan triennal prévoit d'ailleurs un investissement, ainsi que l'équipement et la mise en valeur des terres *habous* pour 60 millions de DH, dont 1,5 million pour Casablanca (10).

Les revenus des *habous* agricoles ont été de 14 947 380 DH pour 1976 et de 7 177 631 DH pour 1977 ; et les dépenses, respectivement de 8 445 465 DH et 11 697 016 DH (11).

Quant aux revenus des biens urbains ils approchent de 20 millions de DH en tenant compte de la part qui est reversée aux bénéficiaires de la fondation pieuse initiale, pauvres ou *zâouia*. Pour Casablanca cela représente en 1977 un revenu de 2 294 985 DH, dont une partie est retournée à la confrérie *Nâcîriya* et qui se répartit en 2 082 biens dont : 64 terres nues (terrains), 5 biens de service, 2 artisanats, 6 hôtels, 10 boulangeries (en fait des fours), 22 *hammâm*, 1 159 boutiques ou commerces divers et 812 habitations.

L'ensemble des revenus des *Habous* oscille entre 36 et 41 millions de DH net pour 1977 et 1978 (12).

(8) Ces chiffres et tous ceux qui vont suivre sont tirés de l'ouvrage cité plus haut : *•af-Awqâf •*. Les recettes des *Habous* sont « Secret d'État », communiquées seulement aux députés. Le malaise lié à la crise économique fait que les recettes semblent diminuer constamment.

(9) D'après ce que m'ont dit quelques épouses de Marocains converties.

(10) *Op. cit.*, p. 128. Cf. *infra*, Plan quinquennal.

(11) *Op. cit.*, p. 135.

(12) *Op. cit.*, p. 148.

Le ministère des *Habous* prévoit enfin l'évolution du patrimoine. Le budget du plan 1973-77 en ce qui concerne les constructions et les institutions religieuses représentait 22 109 151 DH de participation des *Habous* dont 88 870 DH pour la mosquée Sidi 'Abd al-Khalaq à Casablanca, et 69 588 DH pour un institut religieux, soit moins de 7 % du budget consacré à la ville la plus importante du pays... Cette impression de négligence est confirmée par le fait que si les projets immobiliers, dans ce plan, représentaient pour la même période un budget de plus de 34 millions de DH, aucun ne concernait Casablanca.

Dans le plan suivant (quadiennal transformé en triennal 1978-1980) Casablanca apparaît avec un crédit de 3,2 millions (sur un total de 25 millions de DH) pour la mosquée de Ben Msik. Mais je décrirai plus loin les solutions drastiques que les autorités ont trouvées pour éradiquer le bidonville de Ben Msik...

Il faut tout de même signaler au passage que le financement des mosquées à l'étranger représente 14 millions de DH (13).

Pour la période 1978-80 le budget spécial des *Habous* pour l'aménagement et la conservation représente 12 millions de DH dont 400 000 DH pour Casablanca (14). Mais la carte des pp. 156-57 signale que 23 mosquées sont en construction, dont une à Casablanca. Par contre les projets sont grandioses depuis que l'Arabie saoudite et Abou Dhabi y prêtent leurs concours : 102 millions de DH dont 70 prévus pour le complexe intégré de l'Avenue des F.A.R. à Casablanca... Voilà qui ne laisse aucun doute sur la spiritualité des nouveaux arrivants à Casablanca qui louent les villas d'Anfa à prix d'or depuis qu'ils ont fui Beyrouth...

Recensement des écoles coraniques de Casablanca : 1978-1979

Nombre d'enseignants			Nombre d'élèves			Nombre de classes	Nombre d'écoles coraniques	Arrondissements	Communes
TOTAL	Femmes	Hommes	TOTAL	Filles	Garçons				
49	5	44	1 922	713	1 204	49	41	I	Aïn Diab
82	20	62	2 590	1 145	1 443	82	60	I	
264	51	174	6 138	2 675	3 463	178	124	III	Aïn Chok
40	9	255	9 121	3 656	5 465	247	155	IX	
40	7	33	8987	362	625	49	26	IV	
51	11	40	1 707	704	1 003	51	38	V	Mers-Sultan
56	15	41	2 708	1 243	1 465	56	35	VI	
112	33	79	3 475	1 534	941	113	72	VII	
48	13	35	1 390	595	795	36	35	VIII	
140	14	123	2 555	937	1 618	132	100	X	

(13) *Op. cit.*, p. 108, sq.

(14) *Op. cit.*, p. 118.

253	43	210	2 534	1 085	1 452	221	148	XI	Ben M'Sik
232	47	185	7 065	2 705	4 360	176	115	XVI	
51	17	34	1 572	661	911	35	28	XII	Aïn Sebaa
221	45	176	2 274	852	1 421	191	96	XIII	
167	28	139	1 041	260	781	270	100	XIV	
135	49	86	7 429	3 672	3 757	135	79		Municipalité de Mohammédia
10	0	10	217	72	145	10	10		Ecoles coraniques de la commune de Médiouna
7	2	5	81	26	55	8	5		Ecoles coraniques de la commune de Bousboura
1 958	409	1 731	54 806	22 897	30 904	2 039	1 267		

Source : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation des Cadres, Bureau de Planification.

2) DONNÉES CORRECTIVES FOURNIES PAR L'ENQUÊTE.

L'enquête sur le terrain a permis d'affiner ces chiffres officiels.

Le trait le plus notable, en tenant compte du *doublément* au moins de la population totale, est la baisse manifeste de la fréquentation religieuse des mosquées de Casablanca depuis l'enquête d'A. Adam. En 1953 (15), il donnait pour les mosquées « cathédrales » des chiffres oscillant entre 7 000 et 8 200 fidèles pour la prière du vendredi midi. En 1979, nous avons trouvé faisant la même prière rituelle en un vendredi pris comme type 646 personnes à la mosquée Youssoufia et 1 889 à la Mohammédia (16).

(15) ADAM [A.]. - *Casablanca, essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*. Paris, CNRS, CRESEM.

(16) Décompte détaillé : 1) 82 jeunes garçons, 256 hommes de moins de 40 ans, 311 de plus de 40 ans, 89 femmes (plutôt âgées), soit 646 personnes (56 personnes sont restées en dehors de la mosquée en réparation). 2) 396 femmes, 1 493 hommes (570 de moins de 40 ans).

Par ailleurs, A. Adam estimait à 1 % les Casablancais qui faisaient la prière rituelle en mosquée en 1951 (17). En 1979 il nous paraît que moins de 1 % des Casablancais se retrouvaient dans les mosquées de la ville. Certes nous n'avons pas pu tout compter, certains oratoires nous ont échappé, quelques décomptes de mosquées ne sont pas précis, mais cela ne change pas le résultat général.

André Adam donne le nombre des mosquées page 587; je ne sais pas comment il a procédé mais je trouve des chiffres plus différenciés. Exemple : pour le quartier Habous, auquel il ajoute le quartier Martinet, il en trouve 8; Nous avons répertorié 7 mosquées plus 6 oratoires et une *zâouïa*. Autre exemple : le chiffre de 49 pour les Carrières centrales me paraît excessif. Pour Ben Msik que j'ai parcouru mètre par mètre, je trouve non pas 8, mais 8 mosquées en bidons et 2 en dur, il est vrai que l'autoroute a éradiqué des dizaines de *zribât* (l'habitat précaire). Donc voici mes chiffres, dans lesquels j'ai distingué 3 grandes mosquées (+ de 1 000 places), une dizaine de mosquées moyennes (300 places), des petites mosquées en bidons comme à Ben Msik et à Carrières centrales et bien sûr des simples aires de prières (certaines sont minuscules, par exemple au Derb Korea, j'en ai répertorié une où il y a quatre places ! et deux de dix places). Par contre celle du port a 60 places, c'est un ancien garage.

Exemples de décomptes.

- Mosquée du Maarif (c'est celle que j'ai le plus observée parce que j'habitais en face), j'y suis allé environ 180 fois en deux ans, aux heures différentes de prières et aux divers jours, les cinq fois où j'y suis allé à 4 h 1/2 du matin, il n'y avait personne.

Vendredi à 13 h 50 : de 380 à 600 personnes. Dans le cas d'affluence les fidèles débordaient sur le trottoir à côté du marché; toujours 40 à 50 *meskin* (pauvres) car l'aumône est importante; plus de 100 voitures sur la place dont 15 Mercedes et 70 cyclomoteurs. Mais en semaine de 3-4 à 10 fidèles par prière : les petits commerçants du quartier, sauf à la prière du *maghreb* : 16-17 personnes, parfois 20. Quelques belles *djellâba* blanches le vendredi mais la plupart des fidèles sont en jeans.

Or, le quartier du Maarif possède une autre mosquée, rue du mont Pilar [B 6] à 400 mètres de la précédente, qui reçoit elle aussi 350 personnes en moyenne le vendredi, et 40 *meskin*; mais la condition des fidèles est plus modeste (vieilles voitures, vélomoteurs plus nombreux, habillement moins prestigieux).

- Mosquée Rue Pinel à Mers Sultan (à quelques pas d'un *seyyid* important). Un vendredi « neutre » [9/3/79] : 120 femmes d'âge moyen; 360 hommes (18-60 ans).

- Mosquée Jâma' Hadj Ali. Un vendredi « neutre » [30/3/79] : 227 femmes - 1 970 fidèles.

[17] *Op. cit.*, p. 587.

– Sidi Bernussi – Jâma' Al-Jazaïri [30/3/79]. Très peu de mendiants : 3-4; 300 fidèles, beaucoup de jeunes à la prière de 'Açr. Nous constatons que le plus souvent les hommes amènent leurs fils. Les femmes jamais leurs filles.

– Jâma' as sûq (Place Mohamed V). Tous les tests faits le soir ont donné de 15 à 20 personnes, pour la plupart des jeunes gens du quartier. Pourtant cette mosquée est à l'orée de la *médina*. Elle est entourée de boutiques de livres. Le vendredi elle est pleine (240 à 300 personnes).

Les activités des lieux de prières sont très diverses, alors que les aires de prière ont pour activité essentielle les prières coraniques. Par exemple à la grande mosquée de l'entrée du port (18) le soir les fidèles font leurs prières sur des nattes alors qu'à quelques mètres de là, Jâma' al Harti n'a qu'une activité de lecture vespérale du « *Dalîl al-Khayrât* » et parfois des « *Mouloûdiyât* » (lecture prévue pour l'anniversaire de la naissance du Prophète).

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la quasi totalité des mosquées n'a pas de *mçid* (école coranique) attenant; par ailleurs le nombre de « *mçid* » est beaucoup plus grand que le nombre des mosquées et il varie d'un quartier à l'autre (de 0 à 40)! De plus derrière ce mot « *mçid* » se cachent quatre types d'école fort différents. D'une part :

- 1) les *madrasa* du ministère attenant à la mosquée;
- 2) les écoles coraniques qui portent comme enseigne « *madrasa* » avec l'autorisation du Ministère;
- 3) les écoles privées dites « *Kouttâb* » qui luttent pour obtenir l'enseigne « *madrasa* » et sont en butte au chef d'arrondissement (*qâ'id*) qui fait effacer l'enseigne !;
- 4) enfin les *mçid* de bidonvilles où les enfants sont parfois très nombreux dans des conditions des plus précaires.

Il n'existe que deux ou trois ensembles intégrés comprenant la mosquée, un *hammâm*, etc... Par exemple : Jâma' Aïn Sba (5 E, plan VI).

Tableau des lieux sur lesquels a porté l'enquête.

Quartiers	Mosquées	Tombeaux de saints	Zâouïa	Oratoires
Plan I Ancienne médina	10	2	3	3
II. Sidi Belyout	1	1	1	1
III. Gauthier Maarif	3	1		

(18) A cause d'elle nous avons été tentés de créer la catégorie : « Mosquée sans minaret ».

IV. Habous et limite Derb Carlotti Derb Spaniol	7	1	2	6
V. Roches Noires	Pas de données exactes			
VI. Aïn Sebaa	2	1		
VII. Cité Mohammedia . . Bel Air	1 très grande mosquée	Plusieurs tombeaux		
VIII. Aïn Bordja	1 très grande mosquée	Cimetière		
IX. Suite des Habous. Ben Msik avec le Derb Korea	29 C'est le quartier où il y a le plus de bidonvilles actuellement			12
X. Hermitage/Oasis.	4	1		
XI. Derb Ghalef	5	1		
XII. Maarif-extension	1			
XIII. Anfa	Un seul lieu de prière épisodique : un garage, et on étale des tapis dans la rue.			
XIV. El Hank	2 (sans minaret)	1 <i>seyyid</i>		
XV. Anfa supérieur Aïn Diab	1 (1980)	8	6/7	22
<i>Hors ville :</i>				
● Cité Hassani	1			
● Aïn Chok	1			
● Bir Lamdun	1			
● Sidi Bernussi	2			
Bidonvilles sur l'autoroute de Rabat . .	3			
TOTAL	76 mosquées			

Exemple de la rue Léonard de Vinci (Derb Ghalef, Plan XI, B. 3).

Il existe deux mosquées dans cette rue, avec deux écoles, de chaque côté de la rue :

- Jâma' Châfi dite Ould Habiba avec une *madrasa* attenante mixte;
- Jâma' af-inbi'âth (Renaissance) avec une *madrasa* mixte également.

Le *fqih* s'occupe de la *madrasa* et de la mosquée. Il est payé par les *Habous*. (Chaque fois que nous sommes passés, l'école était pleine : 35 élèves de 5 à 7 ans). Il enseigne le Coran mais aussi l'écriture et le calcul au tableau noir; les élèves n'utilisent pas la tablette (*louha*) mais des cahiers.

Derb Ghalef est un quartier populaire, bordé de bidonvilles et d'un *souq* important permanent mais où les constructions nouvelles émergent de terrains vagues. La collaboration du *fqih* et de la population du quartier à notre enquête a été très efficace et même lorsque j'étais seul, j'ai pu prendre des photos. Une seule fois un « Frère Musulman » a houspillé les gens, et irrité a demandé ce que je faisais. Les différentes visites à ces deux mosquées ont toujours donné les mêmes chiffres : 3-4 personnes par prière, parfois 10, toujours des jeunes gens, et toujours 4 mendiants, les mêmes d'ailleurs.

.

C'est dire que la socialisation religieuse, la diffusion d'un habitus religieux et l'apprentissage du Coran, de toutes façons ne touchent pas l'ensemble des enfants (Casablanca compte sans doute 1 million d'habitants de moins de 15 ans).

Nous avons, face à ce faisceau de constatations, compris que le simple décompte des gens qui prient, ou celui des distributions de pains le vendredi à 13 heures (comme *a contrario* le décompte de la clientèle des débits de boissons) ne nous renseignait en rien sur le vécu de l'Islam en 1400 de l'hégire. Par contre la recherche des attitudes religieuses surrogatoires nous est apparue comme une voie plus sérieuse, surtout lorsqu'elles se pratiquent en groupe.

II. - LES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES

Au Maroc, les associations religieuses constituent des mouvements et peut-être des vagues de refus (pensé et théorisé) ne se présentant pas systématiquement comme une alternative historique à la monarchie mais plutôt comme un front (disparate) de contestation du monopole religieux; autrement dit ce contre-système n'est ni total ni absolu; à la limite il peut être qualifié de critique. D'ailleurs il est très difficile de soutenir quelle est la démarche des acteurs dans ce contre-champ: tactique politique ou attitude dictée par les capacités théoriques organisationnelles et matérielles de ces mouvements?

Cette démarcation par rapport au champ des valeurs symboliques dominantes a pris deux aspects dans le cadre spécifique du Maroc, correspondant plus ou moins aux deux attitudes du musulman marocain face à l'Islam: l'intériorité et l'extériorité, l'ésotérisme et l'exotérisme (*al-Bâtîn* et *adh-Dhâ-hir*).

L'attitude exotérique est représentée par une trentaine d'associations religieuses, qualifiées par un certain nombre d'observateurs et par elles-mêmes d'*islamistes* (19).

L'attitude ésotérique est illustrée par une relative renaissance du « confrérisme » représentée essentiellement par les actions de la *Boudchichiya*, néo-confrérie non intégrée au champ légitime (20), c'est-à-dire qu'elle produit un discours différent et ne touche aucun subside du ministère des *Habous*.

Nous avons donc été amené à nous poser une autre série de questions, que la simple constatation de la pratique religieuse ne nous permettait pas d'aborder : pourquoi des sectes ou des communautés de volontaires apparaissent-elles ? (Du fait de leur caractère inévitablement initiatique il faut distinguer les sectes et confréries, des associations religieuses). Pourquoi des gens se regroupent-ils sur une base strictement religieuse ? Pourquoi existe-il toujours des dynamiques de sélection ? Quelles sont les conditions qui doivent être réunies pour que les individus, groupés ou classes, s'interrogent sur le sens de pratiques et d'une symbolique qui allaient sans dire pour eux, et décident, pour les maîtriser, de s'engager dans une action de type « communauté de volontaires » ?

A ce faisceau de questions, il existe quelques éléments de réponse pour l'univers catholique (21) : « ...Une logique très objective permet à des groupes sociaux en mobilité ascendante de se montrer actifs et même activistes dans le domaine culturel (et donc religieux) et de traduire symboliquement leur prise de distance sociale, soit en abandonnant les conduites religieuses apprises, soit en transformant la manière de les réaliser ». Nous en avons inféré que le militantisme islamique était peut-être la meilleure façon de défendre des intérêts de classe pour la couche la plus frustrée des bénéficiaires de la modernisation.

Des interviews (22), que l'on peut résumer comme suit nous permettent de confirmer cette hypothèse : selon un fonctionnaire de 50 ans, membre de la confrérie *Boudchichiya* (dont nous ne traiterons pas ici, faute de place) il y a deux sortes de « *da'wa* » (appel, message, propagande) : d'une part la diffusion des valeurs centrales de cohésion du « bon » Islam par les autorités – elle n'a aucun intérêt, en ce sens les autorités ne sont pas légitimes ; et d'autre part le militantisme de celui qui a reçu la lumière. Le Prophète a dit qu'il faut se préparer soi-même puis préparer ses proches et former des cadres (ce sont les propres paroles de l'interlocuteur). Ensuite seulement, par le rayonnement,

(19) Le terme islamiste a été adopté dans cette recherche pour des raisons de commodité : même si l'accord sur une définition générale valable de ce terme n'est pas réalisé, l'expression a certaines connotations distinctives qui sont familières à tous, entre autre le fait qu'un islamiste n'est pas un *soufi* ni un musulman classique ; le terme couvre tout un courant qui n'est pas nécessairement canalisé dans les associations religieuses, ce qui nous permet d'insérer dans cette étude des individualités agissantes qui commencent à avoir plus d'audience que les associations et parmi lesquelles nous citerons Abdessalam YACINE. Cette catégorie de musulmans-militants entend être nommée « islamistes » (*islâmiyin*).

(20) Au sens expliqué à travers la lecture de BOURDIEU.

(21) Cf. « Panseurs de secrets et de douleurs ». *Autrement* (15), sept. 78, p. 216 sq.

(22) Cf. *annexe*.

l'Islam triomphera au sein de la société civile comme culture politique. « Celui qui laisse perdre ce qu'il a reçu ne peut le donner », ai-je écrit sous sa dictée.

. . .

Associations de défense de l'Islam, objets de l'enquête		
NOM	LIEU D'ACTIVITÉ	REMARQUES
1) Jam'iyat ach-chabiba al-islamia	Casablanca Aïn Chock	Le président (Moati) est en fuite à la suite de l'assassinat de Omar Benjeloun.
2) Frères musulmans	Casablanca	Activités concentrées dans les lycées.
3) At-tablig wad-da'wa ila Allah	Casablanca	Lieu de réunion : Mosquée Annur - Beauséjour.
4) Ad-da'wa al-islâmîa	Chaouen	
5) Tali'at al-islam	Casablanca	
6) Ansâr al-islam	Casablanca	Local à Derb L'afou
7) Ad-da'wa ila-l-khair ou at-tanassoh	Oudja	
8) Ad-da'wa ila al-haqq	Casablanca	
9) Ikhwân aṣ-ṣafa	Ouezzane	
10) Ahl al haqq	Tanger	
11) Ahl al-liouâ	Nador	Le siège de cette association est à Mostaganem.
12) Al harqa al kadiania		
13) Ansâr al-hourria		
14) Ad-da'wa ila-al-khayr ou ahl as-sounna		
15) Association al'ba'th al-islâmî	Oudja	
16) Dâr al Qur'ân		

Les associations de défense de l'Islam existent depuis longtemps. Une trentaine ont pignon sur rue au Maroc sans que nous ayons pu vérifier si elles ont toutes des relais à Casablanca. Certaines sont parfois plus intégristes (22) que la « Ligue des 'Ulama », par exemple la « Ligue islamique » (*ar-Râbîta al-islâmîya*) (23) du docteur Khatib, médecin, leader politique du M.P.D.C., et du

[23] A ne pas confondre avec *ar-Râbîta-l-islâmîya*, ligue internationale dont le siège est à La Mecque. [Cf. note documentaire de Ch. SOURIAU].

Docteur Ben Aboud, ancien ambassadeur - dont les membres sont très influents dans les associations pour la Palestine. Ces associations tiennent régulièrement des congrès (Tétouan en 1977, Chaouen en 1978), auxquels participent d'autres associations de propagande (*da'wa*) du monde arabe et musulman.

Mais depuis quelques années se développent des associations dites islamiques, moins officielles. Sans entrer dans le débat de leur degré d'intégrisme ou de fondamentalisme (24) on constate que l'on peut les regrouper, pour les différencier des précédentes sous l'appellation • *Jam'iyat ad-da'wa* » association missionnaire dont la fonction est l'appel à la propagande. Nous voulons exposer ici la différence qui caractérise les Islamistes au niveau du contenu même de leur idéologie.

La revue *an-Nahâr* signale qu'au Maroc il y a plusieurs groupes islamiques dont, à titre d'exemple : *Dâr al-Qor'ân, ad-Da'wa ilâ Allah, Da'wa at-tablîgh, al-Amr bil-Ma'rouf wan-nahiy 'an al-munkâr, Jam'iyat al-Ba'th al-islâmi, Jam'iyat ach-chabiba al-islâmîya*. La plupart de ces groupes exercent leur activité au grand jour et sont reconnus par les pouvoirs publics. Leur action cependant est limitée à la propagation dans la mosquée de la *da'wa* islamique. Les hommes laissent généralement pousser leur barbe pour montrer qu'ils sont différents des autres musulmans. Cette *da'wa* préconise la prière, la lecture du Coran, le rejet de toutes les pratiques étrangères à L'Islam. Les membres rejettent aussi toute pratique supposée contradictoire entre sunnisme et chiisme, ils sont pour l'unification des musulmans dans une « *Umma* » qui dépasse les idéologies organisées. Ils dénoncent les pratiques qui entraînent à leurs yeux une déchéance de la morale et de la civilisation, comme l'égalité de la femme et de l'homme et le mélange dans la vie active des deux sexes, l'alcool, le prêt à intérêt, etc. (25).

Quoique s'insérant dans une certaine logique de la presse qui fait du sensationnel l'élément moteur de sa pratique professionnelle, l'article cité ci-dessus n'est pas dénué d'intérêt puisqu'il nous permet au moins de poser certaines questions. Que sont ces associations ? Que représentent-elles ? Quelle est leur audience ? Quel type de clientèle touchent-elles ? Pourquoi cette soudaine accélération de leur formation ? Quel type de rapport entretiennent-elles avec le pouvoir ?

A l'issue de notre enquête sur les lieux de culte à Casablanca, nous avons pu jeter quelque lumière sur le phénomène, et constater que ces associations diffèrent des associations classiques de défense de l'Islam par des traits caractéristiques :

(24) En français on peut faire la distinction entre *fondamentalistes* et *intégristes*. A notre sens même les Frères musulmans sont des descendants de la *Nahda*. La seule distinction opératoire est entre ceux des réformistes qui acceptent les conséquences du système capitaliste (cf. in Allal el Fassi, la discussion sur les banques...) et ceux qui refusent catégoriquement la modernisation des interdits.

(25) *An Nahâr al-'arabi wad-dawli*. • La vague de l'islamisme arrive au Maghreb », par ZOUAOUI (Mohamed), janvier 1980.

Elles se présentent toutes comme aussi orthodoxes que les associations ou ligues officielles;

elles fonctionnent selon une technique discrète (pour ne pas dire secrète) identique : réunion chez l'un des membres, à laquelle participent des personnes choisies mais encadrées par deux ou trois membres qui maîtrisent le sujet;

elles essayent de remplacer les confréries (sauf la *Boudchichiya*) jugées inefficaces car il ne s'agit plus seulement de « tourner en rond » comme dans les séances de *dhikr*, mais de militer;

elles ont davantage de rapports avec le monde arabo-musulman qu'avec la hiérarchie politico-religieuse marocaine.

Par ailleurs certaines associations se livrent à un travail quasi clandestin : elles organisent des conférences dans les mosquées (26), dans les lycées et depuis peu dans la nouvelle cité universitaire. Elles invitent des gens cultivés, a-politiques, (c'est-à-dire non affiliés à un Parti), à venir discuter de religion. En effet un de leurs buts est de *créer une opinion publique musulmane* qui selon elles n'existe pas et après, peut-être, de *l'organiser*. Leur technique de travail est assez efficace. En ville, ces associations sont attirées par les clubs de karaté qui se sont multipliés à Casablanca : voilà l'armée de réserve pour les futurs combats.

Ceci étant il nous semble qu'il y a actuellement quatre types d'associations non officielles, dont une partie du financement pourrait venir du Pakistan, de l'Irak, de l'Arabie saoudite, etc.

1) Le premier groupe prétend ne pas faire de politique mais seulement faire connaître l'islam; il est connu sous l'appellation générale de « *Da'wa* » car ces associations ne portent pas toujours de nom distinctif.

2) Un autre groupe, qui semble plus lié à l'Arabie saoudite, comprend des associations inspirées par Abu Bakr al-Jazaïri, professeur à la Mecque qui vient au Maroc une fois par an, et par un réformateur extrémiste marocain, Taqiddin el-Hilâli, ancien membre de la *Tijânîya*, devenu ennemi déclaré des confréries et du soufisme.

3) Des associations influencées par les écrits des « Frères musulmans » (nous récusons avec force l'assimilation à eux de tout groupe islamiste); pas spécialement ceux de al-Banna, mais plutôt ceux de Kawākibi et de Sayed Kotb. Ces groupes-là sont composés essentiellement de lettrés et d'universitaires; ils dominant mal, d'un côté les « Frères musulmans » eux-mêmes, plus liés aux coopérants orientaux et qui ont leurs propres réseaux clandestins, et d'autre

[26] Dans certaines mosquées [*Mesjid an-nûr* par exemple] nous avons constaté qu'après la prière certains se laissent enfermer et forment un petit groupe. Par ailleurs tout le monde sait à Casablanca d'où sont partis les assassins de Omar Benjelloun; ils se réunissaient à la grande mosquée d'Ain Chock sous la houlette d'un ancien membre de l'USFP, M. Moati, professeur et syndicaliste actuellement réfugié en Orient. Il veut rentrer au Maroc et menace, pour cela, de dénoncer des proches du Palais. Le procès a eu lieu en 1980 et a été suivi par de violentes manifestations à Casablanca à la mosquée Mohammedia. Par ailleurs des bruits très persistants ont couru partout au Maghreb sur la présence de Moati dans l'affaire de la Mecque (attaque du *Mesjid el-Harâm*).

part l'influence prodigieuse (grâce aux cassettes) que prend le prêcheur égyptien aveugle Al-Kichk sur les milieux de petits boutiquiers à Casablanca. Bien que Jum'û'a, (l'ancien ministre des affaires islamiques égyptien lui-même) soit venu donner des conférences au Maroc et ait apporté son appui à ce groupe, il ne semble pas qu'il ait d'influence sur les milieux politisés des associations musulmanes.

4) Les membres du dernier groupe s'appellent eux-mêmes les « Salafistes modernes » (traduction certaine puisque cela m'a été dit en français). Il s'agit pour eux de chercher à retrouver les sources mais pour les adapter aux exigences du Maroc actuel tout en gardant la dimension islamique. Ils sont ouverts à tout le monde, parlent volontiers, invitent constamment, mais dans ce cas encore seuls deux ou trois d'entre eux dominent la réunion chaque fois. Le but de ce groupe est d'utiliser l'Islam, voire de faire de lui un moyen d'action sur la société.

Toutes ces associations accusent les 'ulamâ d'avoir perdu leur liberté et reprochent aux confréries leur faible niveau intellectuel ainsi que leur antagonisme. C'est sur le premier argument qu'il faut insister car il est typique du croisement du champ religieux avec le champ politique au Maroc : le Roi, confondu avec le Pouvoir, a essayé de tirer la légitimité califale à lui seul et pour cela a dû abaisser le statut des 'ulamâ (27). Leur pouvoir (28) a diminué, l'influence et le charisme de la Qaraouiyyine également, ils ont été dispersés dans des postes de justice et d'enseignement. Hassan II invite au Maroc d'autres 'ulamâ du monde musulman (29) « pour disqualifier les Marocains » m'a dit plus d'un interlocuteur – et le directeur du *Dâr el-Hadîth al-hasanîya* (30) est un Syrien venu du Koweït : le docteur Nobhan.

A notre avis c'est donc la monarchie qui a ouvert une perspective possible à ces associations. Les 'Ulamâ se trouvent ainsi en position délicate et ne sont plus d'aucun côté, encore que leur dernier congrès, dynamisé par la conférence islamique de Fès (avril 1979) ait pris quelques résolutions qui, pour être réitérées, n'en sont pas moins nettes : nationalisation des banques et imposition de la *zakât* comme seule modalité de contrôle des richesses et de l'égalitarisme de l'Islam.

Avant d'analyser quel est le type de discours véhiculé par ces associations religieuses, nous proposons le profil type d'un islamiste.

Profil type d'un islamiste

• Les islamistes sont des musulmans qui, en général après une conversion brutale, décident de respecter rigoureusement ce qu'ils estiment être les princi-

(27) Voir l'article de Tozy dans le présent ouvrage.

(28) La *Bay'a* les obsède et plusieurs 'ulamâ m'ont dit : « le prochain (même si c'est Mohamed Ben Hassan II) c'est nous qui l'élimons ». Ultime illusion, la primogéniture masculine est inscrite dans la constitution. Encore que le récent référendum n'ait pas simplifié la procédure.

(29) Surtout lors des jeûnes du Ramadhan, à la *médina* de Casablanca.

(30) Il s'agit d'une institution royale qui forme les cadres moyens en matière juridique.

pes de la loi. Ce projet individuel, créateur d'une image positive de soi, s'accompagne aussi d'un projet social : réaliser ce qu'ils croient être un Etat musulman.

A l'inverse de la plupart des musulmans de l'Islam exotérique, qui n'ont une image positive d'eux-mêmes que par la pratique répétée et parfois angoissée des prescriptions de la loi ou bien au terme d'une voie, l'islamiste acquiert immédiatement une haute opinion de lui-même (31) •.

Mais il est évident qu'on ne doit pas parler d'un seul islamisme, car on ne peut confondre une association tentaculaire et très organisée comme celle des « Frères musulmans », avec une petite association comme « *Ahl al-haqq* » dont la portée ne dépasse guère la ville de Tanger. L'on peut donc difficilement cerner les contours de l'islamiste.

Même si la constatation de la généralité du phénomène dans le monde musulman et du caractère supra-national (32) de certaines *jam'iya* est chose acquise, il faut s'interroger au moins sur les causes de l'apparition des islamistes et sur les traits généraux qui les unissent.

Sur les causes de l'apparition de l'islamisme et surtout de sa radicalisation récente il existe une explication théorique esquissée dans la construction, par rapport à l'hégémonie alaouite, d'un contre champ religieux (33). Nous y reviendrons. Mais faute d'une explication cohérente et définitive, il faut énumérer les différentes autres hypothèses avancées :

- La première thèse (34) fait de l'islamisme le résultat d'un complot dont les chefs d'orchestres clandestins seraient les détenteurs supposés des pétro-dollars, hier les dirigeants d'Arabie saoudite, aujourd'hui ceux de l'Iran et de la Libye (35) ou même de l'Iraq. S'il est exact que les pays arabes sont inondés de presse islamiste en provenance de ces pays, cela ne crée pas la demande.

- Une deuxième thèse (36) était en vogue jusqu'en 1973, mais elle paraît moins évidente actuellement ; l'islamisme serait l'onde de choc provoquée par l'existence de l'Etat d'Israël, par la série de défaites successives et surtout par l'occupation d'Al-Qods (Jérusalem). On avait en particulier attribué, au Maroc, la multiplication des conversions islamistes du début des années 1970 (comme d'ailleurs l'apparition de groupuscules « gauchistes ») à la défaite de

(31) CLÉMENT (Jean-François) : « Mouvement islamiste et représentation de l'Islam dans le Tensift ». Table ronde « *L'Islam au Maghreb aujourd'hui* », Aix-en-Provence, 8, 9, 10 juin 1979. Toute la suite de notre raisonnement lui est empruntée, mais nous l'appuyons sur notre propre recherche et surtout sur nos interviews.

(32) Depuis la mise à l'écart de l'Égypte, trois pays dominent la *Da'wa* dans le monde musulman : le Pakistan (Abu al-A'la Al-Mawdûdi, mort en septembre 1979), l'Inde et l'Arabie saoudite.

(33) Voir notre schéma dans B. ETIENNE, « Magie et thérapie à Casablanca », dans le présent ouvrage.

(34) Celle de Jean-François CLÉMENT.

(35) Thèse défendue essentiellement après les événements de Gafsa en Tunisie, par les média français, en février 1980.

(36) De Jean-François CLÉMENT, elle aussi.

1967. L'échec des Etats arabes dans leur tentative de reconquête aurait joué un rôle dans la constitution de l'image négative de soi que peuvent avoir certains musulmans.

Mais notre hypothèse à nous (B. Etienne et Mohamed Tozy) porte plutôt sur les désillusions du progrès et le désenchantement consécutif aux vingt premières années de l'Indépendance. Pour être islamiste il faut non seulement avoir acquis une conscience très aiguë des inégalités, mais encore croire que les politiques de croissance actuellement proposées n'arriveront pas à les éliminer; il faut être persuadé surtout de ne pas pouvoir bénéficier des fruits du développement, et avoir pris conscience de la rareté relative des biens de consommation pour la majorité des habitants dans un pays où la classe politique s'enrichit d'une façon excessive. Dans ce cas les frustrations sont d'autant plus grandes que l'espoir avait été plus intense au moment de l'indépendance; l'islamiste opère alors un transfert d'enthousiasme. Il y aurait là un phénomène compensatoire permettant d'éviter le désespoir, et aussi, plus radicalement, l'éclosion de l'image très particulière que l'islamiste a de l'Islam.

L'Etat procède à la liquidation à la fois des idéologies localistes et des idéologies profanes concurrentes, qualifiées de gauchistes, alors qu'il n'ose poursuivre ouvertement les islamistes de peur de mettre en péril sa légitimité. Jusqu'à maintenant la police a rarement violé l'enceinte (*horm*) des mosquées pour arrêter un *imâm* ou un *khatib*, le cas de l'imâm de Nador restant exceptionnel; elle n'agresse pas les lieux de réunion à caractère sacré et ne gêne pas les petits agents de propagande bénévole dans leur action. Certains nous rétorqueront que ces groupes sont infiltrés par la police et sont contrôlés et manipulés. Nous avons bien sûr posé cette question à quelques-uns de nos interlocuteurs. Leur réponse est intéressante: « Ce que nous, islamistes, proposons aux petits flics qu'on nous envoie, est tellement plus solide, crédible et cohérent que ce que disent et font leurs supérieurs, qu'en général ils passent de notre côté et c'est nous qui infiltrons les services! » (37).

Nous voyons dans l'apparition de l'islamisme une réaction à la modernité anarchique, ou plutôt une tentative de retrouver en soi et dans le groupe, chez le « maître » (*seyyid*) d'une association, qu'il soit mort (marabout) ou vivant (*cheïkh*), les moyens de supporter le coût énorme de la modernité dont l'une des caractéristiques est d'avoir détruit les anciennes structures sans en avoir mis d'autres en place (38). Dû à l'urbanisation, le passage du *douâr* au quartier, du lignage à l'anonymat, ne se fait pas sans casse. L'Etat-Nation détruit les structures communautaires, le phénomène étant accéléré par l'exode rural et par les allers-retours des émigrés, sans toutefois proposer une prise en charge crédible de l'individu-citoyen par la société.

Les structures d'accueil de la *jam'îya ad-da'wa* en tant que communauté spirituelle, permettent de transcender ce déracinement et de sublimer cette

(37) Interview chez moi d'un responsable, lui-même fonctionnaire! Traduction libre.

(38) Le discours moderniste condamne le recours aux guérisseurs sans pour autant mettre en place des structures médicales d'accueil convenables ou du moins suffisantes.

frustration. Aussi n'est-il guère étonnant qu'une part très importante de la clientèle des *jam'iya* soit constituée par de petits boutiquiers, des instituteurs et des employés de bureau, ceux qui savent que les Fassi et les Alaouites ne partageront jamais les fruits de l'Indépendance.

La plupart des adeptes des associations tendent à se démarquer du musulman « classique ». Nous avons constaté cette recherche de la différence (39) à un double niveau. D'abord celui de l'apparence : les hommes portent généralement une barbe; pour les femmes, le changement est beaucoup plus spectaculaire, le port du *hijâb* (40) est manifeste dans certains lycées de Casablanca. Mais elle apparaît surtout au niveau de l'action, par une valorisation de l'intériorité, avec cette différence par rapport aux membres des confréries, que cette illumination est agissante dans le milieu ambiant; elle a tendance à s'extérioriser sous forme de combat contre « *al-munkar* » ce qui déplaît à Dieu, surtout pour convaincre les autres musulmans peu zélés.

Cette problématique a pour conséquence une dévalorisation de la situation présente : le futur est esquissé rapidement en tant que projet souhaitable mais non préparé et pensé. Le passé est magnifié et sélectionné; l'âge d'or de l'Islam est élevé au rang idéal parfait qu'il faut atteindre. Mais contrairement à l'adepte du soufisme qui préfère la *Haqiqa* à la *Char'i'a* l'islamiste fait de la *Char'i'a* l'élément primordial de son axiologie. Pour être musulman, l'individu doit se soumettre intégralement à la loi, il doit faire ses prières, refuser l'usage du prêt à intérêt, jeûner, ne plus boire d'alcool, bref se purifier de tout *rijs* (saleté) (41).

La production écrite des islamistes reste très pauvre car les moyens de prédication les plus répandus dans la pratique sont oraux : (réunions privées, conférences dans certaines mosquées). A notre connaissance (après des recherches qui n'ont pas dépassé le marché libre des journaux) seules trois revues de langue arabe représentent actuellement ce courant : *Al-Imân* (42), *an-Nûr* (43), *al-Jamâ'a* (44). Nous n'avons, ici, retenu que *al-Jamâ'a* (45), pour deux raisons :

(39) Voir l'article de Souhayr BELHASSEN dans le présent ouvrage.

(40) *Hijâb* : un habit qui doit couvrir toutes les parties - 'aura - (parties qu'on ne doit pas exposer) du corps de la femme.

(41) Un exemple à la limite du pathologique : un des interviewés a accepté de venir chez moi parce qu'il tenait à ce que son message soit diffusé par moi, enseignant étranger. Ce faisant il était face à un affreux *Kâfir* et est allé quatre ou cinq fois dans la salle de bains faire des ablutions prophylactiques.

(42) *Al-Imân*, revue éditée par l'Association de la jeunesse renaissance de l'Islam, dirigée par Abu Baker Al Kadiri, membre du bureau politique de l'Istiqlal. Elle paraît à Rabat depuis 9 ans.

(43) *an-Nûr*, revue de l'Association du Ba' th islamique, dirigée par Ismaël Al Khatib, à Tétouan; c'est la cinquième année de parution.

(44) *Al-Jamâ'a* paraît à Marrakech, dirigée par Abdessalam Yacine, depuis 1979, avec un tirage de 3 000 exemplaires. Voir la note de T. MONASTIRI sur les revues islamiques dans le présent ouvrage.

(45) M. Tozy a renoncé aussi à étudier le discours d'*al-Imân* à cause de l'appartenance politique - flagrante - de la revue. C'est en effet, l'Istiqlal qui l'édite; par conséquent son discours n'offre pas beaucoup d'intérêt du fait qu'il n'est que le prolongement du discours de l'Istiqlal sur la religion. Cf. sur celui-ci l'article de M. Tozy dans le présent ouvrage.

D'une part la *da'wa* de cette revue n'est pas destinée aux adeptes d'une seule association religieuse mais à tous les islamistes. Abdesslem Yacine (46) est en quelque sorte le porte parole de toutes ces associations; il n'appartient à aucune d'elles et son objectif est d'arriver à les unifier: en conséquence sa revue est ouverte à toutes les associations qui y écrivent. D'autre part, les articles d'*al-Jamā'a* sont, contrairement à ceux d'*an-Nūr*, de véritables essais théoriques; l'information n'y occupe qu'une place très réduite.

Le discours de l'islamiste dans *al-Jamā'a* s'articule autour de trois axes :

- 1) Un message de dénonciation et de critique, quoique Yacine considère que cette tâche n'est pas importante dans la vie d'un islamiste (47);
- 2) Une tentative d'unifier toutes les associations religieuses, leitmotiv dans la revue;
- 3) La revendication du pouvoir et l'ébauche d'une stratégie.

L'islamiste est en effet un individu qui réagit avant tout face à ce qu'il croit être la déchéance morale, politique et économique de son environnement. Dans *Al-Jamā'a* (48) on peut lire le jugement suivant sur la société marocaine :

• On s'attendait, après que Dieu ait débarrassé notre pays (en le purifiant) des infidèles, à ce que le Maroc prenne le droit chemin en renouant avec sa voie et avec la *charī'a* islamique. Mais il n'en fut rien; l'ennemi n'a quitté le pays qu'après en avoir confié la direction à ceux qui avaient été éduqués en son sein. Un quart de siècle d'indépendance est passé et nous ne faisons que rendre plus solides nos liens avec les infidèles [...]. Les méthodes et les systèmes qui dominent tous les aspects de notre vie sont à eux, notre vie semble devenir analogue à la leur malgré l'existence d'une constitution qui déclare que la religion d'État est l'Islam... On se demande où apparaissent les aspects de l'Islam dans notre vie. Est-ce dans les lois despotiques qui nous gouvernent ou dans notre système économique qui a fait sienne la politique d'appauvrir le pauvre et d'enrichir le riche... ? Est-ce dans notre système politique • démocratique • qui a été à l'origine de tous les maux que vit notre société ? Cet athéisme répandu dans notre jeunesse, avec ses principes destructeurs de notre raison et de notre conscience qui leur ont permis de pénétrer dans notre société, n'est pas le système démocratique qui protège la liberté du culte [...] La dépravation sexuelle a fait du Maroc un nid de prostitution internationale... Où se trouvent les manifestations de cette religion reconvenue par la constitution et qui ont fait de l'Islam la religion officielle de l'État ? On a osé d'une manière éhontée, sans crainte de Dieu, séparer la religion de l'État, on a réduit l'Islam à un cérémonial de prière et au statut personnel ! [...]. Ceux qui respectent les obligations religieuses encourent des pressions et sont gênés dans leurs pratiques; dans notre pays les citoyens qui respectent l'heure de la prière pendant le temps de travail sont menacés d'expulsion. Maintenant ce sont les renégats, les pécheurs et les ivrognes qui gouvernent le pays tandis que les vrais croyants sont empêchés de pratiquer leur

(46) Il est le théoricien de tout le mouvement, la cinquantaine, ancien inspecteur de l'Éducation Nationale, s'exprimant aussi bien en français qu'en arabe, il donne l'impression d'être ouvert à la fois au savoir occidental et à celui du monde musulman. En plus de la revue dont il occupe une bonne partie par ses écrits, il a publié deux essais : • *L'Islam demain* (1973) et • *L'Islam entre la Da'wa et l'État* •. Il a envoyé une lettre intitulée *L'Islam ou le déluge* • au Sultan au début des années 1970, dans laquelle il a critiqué la pratique anti-islamique du pouvoir; il a été emprisonné puis relâché. M. TOZY l'a interviewé, et B. ETIENNE a pu constater auprès d'un conseiller du Roi que le problème était connu, et assez bien maîtrisé du Pouvoir.

(47) Entrevue de M. TOZY avec YACINE. Marrakech, 26-1-1980. [Voir l'entretien de Ch. Souriau avec A. Yine dans la note d'information documentaire de Ch. S. dans le présent ouvrage].

(48) Les textes ont été traduits par M. TOZY pour son mémoire de DES, soutenu avec moi à Casablanca en juin 1980. *Al-Jamā'a* (4), Safar 1400, p. 13.

religion. La politique, l'économie et leur gestion sont l'apanage d'une classe d'exploiteurs; les préceptes de Dieu sont écartés. Est-ce que nous devons nous taire sur ce droit positif injuste ? [...]. Les mass media osent diffuser des *fetwa* de mauvais *'ulamâ*, devons-nous l'accepter, nous, musulmans ? *

Dans le numéro cinq de *al-Jamâ'a* (49) on trouve une attaque plus virulente encore :

• L'épée a été le premier instrument qui a consacré l'Etat saoudite; le refus du *chîrk* et des innovations a été l'idée principale dans le mouvement d'Ibn Abdelwahhâb. Que reste-t-il de cette collaboration entre l'épée et la *Da'wa* ? L'athéisme et l'injustice, à qui les doit-on, à l'Etat ou à la *Da'wa* ? Qui doit-on combattre dans ces contrées, à part la maison de Dieu ? Le Maroc, par exemple, est devenu un bordel après la destruction de Beyrouth, que Dieu maudisse l'Arabe pêcheur... Le drame de la Mecque (50) n'est que le résultat de cette malédiction, les jeunes ont été furieux et ils ont perdu la raison [...]. Au Maroc le problème est celui d'une direction et d'un programme par les gens de la *Da'wa*; c'est aussi un problème de travail politique de la part des gens au pouvoir. Si on refuse aux agents de la *Da'wa* la liberté de s'exprimer et de travailler, on peut s'attendre à une explosion plus ou moins horrible *

Concernant leur activité au Maroc, les islamistes estiment que leur inefficacité provient de leur division. Une tentative d'unification a été ébauchée en 1978 à Chaouen mais elle a échoué. Dans *al-Jamâ'a*, on retrouve souvent des références à cet impératif d'unification.

Dans le numéro 5 d'*al-Jamâ'a*, Yacine écrit encore :

• La communauté (*jamâ'a*) des musulmans n'existe pas sur terre parce que *Dâr al-Islâm* a été divisé par les sectataires (*fitan*) en petits Etats séparés par des frontières que ne reconnaissent pas les vrais musulmans mais qui sont une réalité qu'on subit, à cause d'un imaginaire subjectif appelé nationalisme, qui domine notre présent et notre avenir [...]. La classe politique qui dirige les pays de l'Islam, à part l'Iran révolutionnaire, est une classe qui s'est érigée en tuteur des musulmans sans leur consentement, elle les gouverne despotiquement.

Les groupes de la *Da'wa* devant tout ceci restent divisés, sans programmes ni objectifs définis. Chaque *jamâ'a* prétend être la seule dans le vrai et prétend être représentative de tous les musulmans, ce qui génère la radicalisation, la violence et l'éparpillement [...]. Notre première tâche, par conséquent, est de comprendre que la renaissance doit avoir lieu au nom de la *Sunna*, avant de nous mobiliser pour unifier le facteur humain.

• Dans le monde musulman, il y a plusieurs *jamâ'ât ad-Da'wa* : certaines ont parcouru un long chemin et ont réalisé de bons résultats en créant un noyau de la *jamâ'a* islamique. L'Iran et la Pakistan sont de ceux-là [...]. Notre objectif d'unité commence par la réalisation d'une *jamâ'a* au niveau de chaque pays, notre but final est l'unité de tous les musulmans. Notre premier objectif reste cependant le plus négatif [...]. Au Maroc, il y a plusieurs associations. Qu'est-ce qu'elles veulent ? Que visent-elles ? Dans quel esprit réagissent-elles face à la réalité politique ? Comment conçoivent-elles leur programme pour une restructuration radicale des domaines de l'économie, de l'éducation et de la société en général ? Il se peut que chaque association ait une volonté, une façon particulière de concevoir les choses et par conséquent un programme particulier [...]. Mais la priorité des priorités est de constituer une association par pays et ceci demande énormément de travail, de persévérance, de science et de lutte *

(49) YASSINE Abdessalâm, éditorial, *al-Jamâ'a*, n° 5, p. 13 et sv. Ce numéro a été saisi.

(50) Le commando qui a attaqué la Mosquée de la Mecque.

Dans le n° 4 d'*al-Jamâ'a*, p. 80 on peut lire cet appel pressant à l'unité :

• Pour que la *Da'wa* islamique puisse s'imposer et réaliser des progrès, il faut que les différents responsables des associations se réunissent et définissent une ligne unique de conduite... c'est leur seul moyen d'arriver à attirer l'attention des responsables ».

Il est donc assez logique que ces diatribes et ces constatations aboutissent à la revendication du pouvoir et à l'ébauche d'une stratégie.

Dans l'entrevue que Tozy a eu avec lui à Marrakech, Yacine, parlant de la différence qui existe entre un islamique et un '*âlim* (même non intégré au pouvoir) constate :

• C'est très intéressant ce que font quelques '*ulamâ* mais ce n'est pas suffisant ; on peut classer ce groupe dans l'opposition, une opposition de principe mais qui est éternellement la même : ils ne font que désigner du doigt des choses qu'ils considèrent comme immorales. Ce travail de dénonciation n'est pas positif car il faut bien passer à l'étape suivante, celle d'avoir un projet ; mais que mettre à la place, si on n'a pas conçu un projet auparavant ? D'ailleurs ces associations et ces '*ulamâ* ne dénoncent que les choses morales. A part quelques rares exceptions, ils ne parlent jamais de problèmes économiques et rarement de politique, alors que l'essentiel c'est d'arriver à réaliser qu'il existe un rapport très étroit entre immoralité et système économique et politique ».

Cette nouvelle conception du rôle que doit jouer l'islamiste conduit ces associations à revendiquer le pouvoir :

• Nous revendiquons le pouvoir, nous voulons le prendre par consentement et vote du peuple ; ceci est permis par la démocratie et c'est ce qu'on veut [...]. Nous sommes partie prenante de cette démocratie si elle n'est pas falsifiée ; le peuple sera avec nous, il reçoit notre message ; nous sommes en train de prendre nos dispositions pour que le peuple sache que nous avons un message et que l'Islam signifie justice et équité [...]. Le chemin est long et épineux ; que les croyants sachent que l'Islam, ce n'est pas ces slogans brandis par les partis politiques à des fins hypocrites et anti-islamiques, il est la règle de Dieu exprimée par l'attachement de cette génération. Ces préceptes – chose que craignent les partis politiques – certains islamiques en ont peur et pensent que les islamiques ne sont pas préparés pour revendiquer le pouvoir ; ils auraient eu raison si le pouvoir était notre seul objectif [...]. Attendre que les renégats, les athées et les infidèles pensent, administrent et exécutent un projet qui ne serait pas exploiteur, démagogique et producteur d'une nouvelle *Jâhiliya* est une naïveté impardonnable ; la préparation à la prise du pouvoir nécessite beaucoup de force et de pureté, ce qui nous oblige à ne pas affaiblir notre personnalité islamique – qui est en voie de formation – en évitant tout contact avec les partis politiques ».

Cette revendication du pouvoir chez les islamistes suppose une stratégie (même très confuse) qui s'articulerait autour de cinq axes d'après les écrits et nos interviews :

- 1) éducation des gens par petits groupes en attendant la constitution d'une *jam'îya* unique au Maroc (51) ;
- 2) refus de l'alliance avec les partis politiques accusés d'être les ennemis de l'Islam (52) ;
- 3) éviter « le procédé d'organisation secrète qui est un procédé gauchiste attirant les foudres des autorités » (53) ;

(51) *al-Jamâ'a*, n° 4, p. 82.

(52) *Idem*, p. 86.

(53) *Ibidem*.

- 4) organiser des semaines culturelles dans les cités universitaires et partout ailleurs... Le gouvernement, s'il se respecte, n'osera pas interdire des réunions puisqu'il les permet aux communistes (54);
- 5) insister – comme l'a fait Khomeiny durant 17 ans – sur la nécessité d'un *faqih* pour gouverner, sa seule tutelle ne suffit plus (55).

. . .

Nous avons constaté des faits, apporté des textes. La recherche se poursuit en ce sens.

Ce qui nous est apparu comme pertinent – le glissement vers le phénomène associatif, autrement dit le changement dans le champ de la légitimité religieuse – paraîtra sans doute scandaleux à beaucoup et peu fondé scientifiquement à certains.

Nous avons voulu simplement comprendre; comprendre par exemple l'ampleur de la réaction négative du peuple marocain à la venue et à la présence du Chah d'Iran en février-mars 1979, alors que ni les déclarations officielles et orthodoxes ne nous ont convaincu par leurs explications, ni les emballements scientifico-progressistes ne nous convainquent sur les causes profondes de l'impact de la « Révolution » iranienne. Le seul point en effet, sur lequel nous avons désormais quelque certitude est bien qu'il se passe quelque chose d'important dans le champ religieux au Maroc et en cela nous pensons confirmer la thèse soutenue à propos de l'univers catholique, citée dans le corps du développement. Mais nous croyons qu'il faut y ajouter la dimension eschatologique propre à l'Islam complexe. Et en ce sens c'est à Engels et E. Bloch que nous renverrons, comme piste ultime de recherche, voire d'explication : « Le monde de la foi n'annonce que les premières lueurs de l'apocalypse et c'est dans l'apocalypse même qu'il trouve son ultime mesure, le principe méta-politique, voire méta-religieux, de toute révolution, l'irruption de cette liberté qui appartient aux enfants de Dieu » (56).

L'intérêt de relire la vie de Muntzer et l'interprétation de son conflit avec Luther par Engels nous paraît capital pour qui veut comprendre ce qui se passe actuellement au Maghreb. En effet contre une interprétation triviale de la critique marxiste de la religion, la prédication à l'époque de la guerre des paysans est autre chose qu'un simple voile religieux jeté sur les choses. La superstructure est souvent en avance, dit Bloch qui qualifie Muntzer de communiste révolutionnaire et messianique. Une analyse purement économique risquerait de déréaliser par réduction à l'idéologie l'exaltation religieuse qui, lorsqu'elle se réclame du christianisme primitif pour attaquer la religion des exploités, traduit chez l'homme la conscience d'une réconciliation possible

(54) *al-Jamā'a*, n° 4, p. 82.

(55) Entrevue avec Yacine citée plus haut.

(56) HARTWEG (F.) in *Utopies et Marxisme, selon Ernst Bloch*, Payot, 1976, p. 217.

avec lui-même et avec la nature. La misère consciente de ses causes devient levier révolutionnaire : la mystique de Thomas Muntzer est l'exigence impérative du Royaume et le Royaume, qui est de ce monde, est un monde autre, la tâche à accomplir par l'Homme. Luther écrase Muntzer parce qu'en attendant la Parousie il lui faut institutionnaliser l'église en l'institutionnalisant en Eglise.

Est-ce là le sort de toute communauté ? Cela signifierait alors un changement profond dans les structures de l'Islam. Mais l'histoire nous incite à être prudent en ce domaine tant la société musulmane a connu de sectes, ordres, confréries, groupes, associations qui ont, le plus souvent, fini par être intégrés sans produire d'appareils permanents. Ceci étant, pour le Maroc, tout se passe comme si la contestation politique prenait nettement la forme d'une contestation religieuse, comme si la « critique du ciel » (57) se muait en « critique de la terre », la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique.

(57) Paraphrase de la fameuse citation de Marx, tirée de la *Critique de la philosophie hégélienne du Droit*, 1844 W.I., p. 378.9.85.

Note annexe sur les interviews

M. Tozy a travaillé plus sur l'écrit et B. Etienne plus sur l'oral, sauf en ce qui concerne l'interview de Yacine qui a été faite par Tozy, de même que la traduction de la revue *al-Jamâ'a*, citée.

Les interviews nous ont convaincus que ce qui fait sens pour les Musulmans n'est pas aisément transcrit en catégories euro-péo-centristes (les couples *Dîn wa-Dunyâ*, *Dîn wa-Dawla* en particulier). Les interviews se déroulaient généralement chez les gens, en présence d'un collègue ou le plus souvent d'un étudiant travaillant sur l'enquête. En arabe bien sûr (lorsque B. Etienne était seul : je faisais répéter les mots que je ne comprenais pas; j'ai rencontré ainsi de forts beaux vieillards dignes et cultivés, dont j'ai constaté au hasard de leur ironie qu'ils connaissaient bien le français et corrigeaient mes notes à bon escient... Un seul a parlé français presque tout le temps de l'interview). D'autres interviews ou entretiens ont eu lieu chez moi, c'est le cas du représentant de la *Boudchichiya* (58) que M. Tozy a ensuite rencontré ailleurs.

Beaucoup d'interviews ont été enregistrées sur cassettes et ont fait l'objet d'un travail de décodage absolument insatisfaisant. Il a fallu donc classer [nous avons noté que quelle que soit l'importance de leur rang, les interviewés ont tous récité leur généalogie, même ceux qui sont résolument « modernes » (59) en ajoutant parfois : « Celui qui n'a point de *Cheikh* à Sattan pour *cheikh*... ». Alors qu'en face de M. Tozy ils n'éprouvaient pas de besoins de légitimation, ne serait-ce que parce que M. Tozy les appelait « Moulay... »]. Dans la plupart des cas, après avoir exposé nos desiderata, nous avons pu prendre des notes avec l'accord des interviewés. Dans ce cas, le discours était plus net, plus précis. Devant le magnétophone les interlocuteurs utilisaient plutôt l'aphorisme, l'histoire, le dicton, voire le *hadith*. De même il nous a été impossible de dépouiller scientifiquement les 278 cassettes d'Abd Kischk que j'ai rencontrés par la suite au Caire.

Ceci nous paraît justifier la publication, parallèle aux textes cités plus haut, de cette série [montée] d'interviews dont les questions sont sans doute illégitimes pour plus d'un Marocain.

Tous nos interlocuteurs disent que la classe politique est a-morale, incapable et inconsciente et que tôt ou tard un militaire - *mahdi* - mobilisera les frustrés. Les ministres répètent (mal) ce que dit le Roi [S'il dit c'est blanc, c'est blanc; s'il dit c'est noir, c'est noir, et puis le Roi les fait s'entretenir]. Pourtant il n'y a que deux voies, l'Etat et la religion, *Dîn wa-dawla*. A partir de là les nuances apparaissent : le clivage porte sur la légitimité des Alaouites, soit religieusement, soit dynastiquement.

Le *Amîr al-mu'minin* est comme tous les autres croyants, s'il fait une erreur, il est responsable conformément au contrat. Aucun homme n'a d'autorité religieuse (60) car Dieu ne délègue à personne cette autorité. Le Pouvoir appartient à Dieu, son exercice à la *Umma*. Rien ne peut s'opposer à la vérité et n'importe quelle personne peut parler au nom de l'Islam, certains (*chioukh*, *ulâma* mais aussi tous les membres d'associations inférieures) ajoutent : « D'ailleurs n'importe quel musulman peut être calife même un esclave noir ». Par contre d'autres m'ont dit : « Si le Prince se trompe (ce qui est le cas), il faut sauver l'Unité de la Nation et donc le suivre ».

Les critiques de la monarchie alaouite, voilées bien sûr, sont du type : « L'Islam n'accepte pas l'hérédité » (61). Les *'Ulama* se sentent doublement frustrés, le Roi a supprimé la fonction fondatrice de la *Bay'a* qu'il leur demande trop souvent pour qu'elle soit contractuelle et la Constitution prévoit la primogeniture masculine. « Le peuple n'accepte d'obéir qu'à ceux qui respectent la *chari'a* ».

(58) Mais encore une fois nous précisons que celle-ci est une Confrérie et non pas une Association.

(59) Par exemple, l'un des grands *cherif* de Ouezzane est responsable du crédit agricole.

(60) Un grand *cheikh* de confrérie, *'alim* lui-même, ajoute : « les *'Ulama* n'ont aucune autorité religieuse, ils sont des spécialistes du droit et c'est tout ».

(61) Ce thème a été repris à la T.V. par le Professeur P. Muhatassin, le 21/2/78.

Le gouvernement [62] se donne une légitimité par l'Islam et le peuple n'obéit que si c'est vrai. Chaque musulman peut et doit juger avec son seul *'aql* (Raison). Le mal du Maroc c'est le stéréotype et le *Taqīd* (imitation).

Beaucoup parlent de la distinction *khâṣṣa-ʿamma* [alors que les bourgeois fassis disent plutôt des autres (non fassis) les 'Arubyet] et soutiennent que l'Islam est mal compris par les Musulmans eux-mêmes, qui ne donnent d'ailleurs pas le bon exemple. Les critiques sont généralement feutrées à ce niveau contre la famille royale, mais deviennent virulentes dans le bas du tableau cité à la note 33 et correspondent à la hiérarchie : *Cheikh*, *ʿAlīm*, *Ikhwān* ou simple adepte. Pendant que j'étais au Maroc, deux éléments ont élargi le champ critique : la présence du Chah d'Iran violemment combattue et réprouvée et la découverte de l'Islam chiite.

La critique la plus virulente qu'on trouve surtout chez les membres des « confréries » et les Islamistes est que le Roi n'a rien à transmettre. Seule la grâce divine permet de transmettre la *daʿwa* spirituelle qui n'a rien à voir avec la conviction. Convaincre les gens des bienfaits de l'Islam n'est pas suffisant [sous-entendu lourdement appuyé : ce que fait le Roi [62]. Les autorités ne sont pas compétentes parce qu'elles n'ont pas reçu quelque chose à transmettre. Certains ajoutent : Dieu a dit à Mohammed de se préparer lui-même avant de convaincre les autres. Communiquez à vos proches personnes, formez vos « cadres » (dit en français par un responsable), il faut les coopérer. Il faut préférer *mā rifa* (connaissance) à *ʿilm* (science); il faut que les gens entendent du cœur, pas du cerveau.

Bruno ETIENNE et Mohamed TOZY.

(62) Un Frère me dit avec beaucoup de mépris : « à quoi ça sert de dire l'Islam c'est bien, les ablutions c'est bien, notre religion est ceci ou cela..., les Juifs et les Chrétiens aussi le disent ! ».

(63) Alors que les *chioukh* disent qu'il y a plusieurs voies, plus on descend dans la hiérarchie, plus les gens affirment l'unicité de la voie, la leur.